

Entretien avec Diana Tussie

1999-10-28

Diana Tussie était directrice d'un projet de recherche qui l'a amenée à diriger la publication de *[The Environment and International Trade Negotiations](#)*. Dans cet ouvrage, une équipe d'éminents chercheurs du monde en développement s'intéressent au débat sur le commerce et l'environnement. Dans une entrevue qu'elle accordait à *Explore*, Diana Tussie livre sa pensée sur les différences entre les plans d'action sur l'environnement dans le Nord et dans le Sud.

L'un des principaux thèmes de ce livre porte sur la différence entre le « plan vert » du Nord et le « plan brun » du Sud. Pouvez-vous préciser cette distinction ?

Le plan d'action du Nord sur l'environnement traite surtout d'enjeux mondiaux comme le déboisement, le changement climatique, la couche d'ozone, etc. Certes, le Sud se préoccupe de ces problèmes planétaires, à plus long terme. Mais il s'inquiète davantage de questions comme la contamination de l'eau, de problèmes locaux qui sont liés à la santé et à la pauvreté. Un grand nombre des enjeux environnementaux qui ont priorité dans le Sud ne préoccupent guère le Nord.

Il ne s'agit donc pas de savoir qui a raison et qui a tort, mais bien de réconcilier les deux points de vue ?

Précisément. Chacun a raison dans ce débat.

Plusieurs auteurs affirment que la politique commerciale n'est pas le meilleur moyen d'aborder les questions environnementales et que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple, ne peut séparer le « bon » commerce du « mauvais ». Qu'en est-il ?

D'abord, étant donné la divergence entre les plans d'action, la politique commerciale constituerait une arme aux mains des pays cherchant à réaliser leur propre plan plutôt que le plan mondial. Finalement, cette arme ne serait utile que pour certains pays, ou certaines personnes, ou certains groupes de pression. L'autre question touche au mandat de l'OMC. Elle n'a aucun fondement scientifique sur lequel baser une définition de ce qui est « vert » et de ce qui ne l'est pas. Elle impose un poids à l'OMC sans résoudre le problème.

Pour inciter les gens à prendre partie dans les enjeux mondiaux, les ONG leur suggèrent de soutenir le commerce loyal, d'acheter des produits à l'étiquetage écologique. L'ouvrage laisse entendre que l'étiquetage écologique est beaucoup plus complexe et qu'il ne serait pas étranger au problème.

Si on m'y poussait, je me déclarerais en faveur de l'étiquetage écologique. Je suis d'avis qu'on a tous le droit de savoir ce qu'on achète. C'est plus qu'une question de profit. L'étiquetage écologique raffermirait les marchés. Il y aurait des marchés à prix forts et des marchés à prix étudiés, selon l'étiquette. Il s'ensuivrait sans doute un autre problème : les biens qui n'auraient pas la bonne étiquette écologique seraient moins coûteux.

Le problème pourrait même être exacerbé si les gens se mettaient à acheter des produits meilleur marché qui causent plus de dégâts écologiques.

On peut s'attendre à ce qu'il y ait une division correspondant aux tranches d'imposition. Les plus élevées seraient fonction de l'étiquetage écologique, etc. Dans le Nord, on s'en remettrait à l'éducation et au revenu, ce qui pourrait entraîner un autre problème. Mais aussi, quel type d'enjeux seraient associés à l'étiquetage écologique ? Seraient-ils mondiaux ou locaux ?

C'est-à-dire deux poids, deux mesures : des normes environnementales pour les produits d'exportation et l'absence de normes pour les marchés nationaux.

Exactement. Il y aurait dans le Nord une dualité de la demande des consommateurs tandis que dans le Sud il s'agirait d'une dualité de la production. Cela ne règle pas la question, mais les gens pourraient opter pour l'étiquetage écologique s'ils le voulaient.

Deux des produits dont traite le livre sont liés à la foresterie et à l'agriculture. L'ouvrage souligne que, dans le cas de l'étiquetage écologique des produits du bois, le problème tient à ce que le bois d'oeuvre n'est pas la principale cause du déboisement. Mais qu'en est-il du café, un produit de forte consommation ? Est-ce que, dans le cas de l'étiquetage écologique du café, il y a quelque chose qui couve et que les consommateurs ignorent ?

La couverture des étiquettes écologiques est toujours un peu risquée. Qu'est-ce qu'on entend par un café respectueux de l'environnement ? Ou qu'en est-il des consommateurs qui achètent du café dont la production respecte les droits sociaux et humains ? Il en est souvent question dans le dossier des textiles. La morale est sauve, mais aucune solution n'a encore été trouvée à la pauvreté et aux conditions sociales problématiques.

L'ouvrage fait mention d'un instrument de politique en ce qui concerne la foresterie, à savoir que la communauté internationale pourrait dédommager les pays producteurs pour toute perte éventuelle de revenu. Croyez-vous que cela peut se produire ?

Non, même si cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas insister en ce sens. Mais c'est peu probable dans la conjoncture actuelle, bien qu'il existe des micro-instruments comme ceux dont il est question dans la *Convention sur le changement climatique*. Peut-être verrons-nous apparaître des obligations sur le marché au lieu de cette indemnisation. L'engagement de renoncer au déboisement serait donc vendu sur le marché; il ne s'agirait plus de transfert de ressources.

Au chapitre de l'agriculture, que dites-vous de l'idée de taxer les activités qui épuisent les ressources et d'affecter l'argent à un fonds de protection des ressources naturelles. Est-ce une solution plus plausible ?

Oui, ça l'est. Mais je pense qu'il existe tant de sources de pollution qu'il est presque impossible d'en endiguer le flot. Et pourtant, c'est certainement dans cette direction qu'il faut aller. L'agriculture est une des formes de production les plus contaminantes.

Il semble qu'un des principaux problèmes vient de ce que les normes internationales sont définies par une poignée de pays du Nord qui ont la haute main sur le marché. Comment s'y prendre pour donner aux pays en développement plus de pouvoir ?

Les pays en développement et leurs entreprises doivent participer davantage, tout comme les gros exportateurs (probablement ceux qui ont le comportement le plus acceptable sur le plan

écologique) devraient le faire. On pourrait chercher à rendre plus équitables les normes internationales, mais on en reviendrait à la dualité de production dans les pays du Sud. C'est cela, de fait, le message central du livre : les limites des instruments internationaux. Reste la question de l'utilité des instruments locaux. Pour l'heure, ma réponse serait plutôt pessimiste, mais cela ne veut pas dire que je n'essaierais pas de toutes façons. Je voudrais sensibiliser davantage les populations des pays aux prises avec la pollution et la contamination. Nous considérons tous comme une priorité le principe environnemental des « 3R ».

Toutefois, l'ouvrage laisse entendre que d'autres tribunes comme les ententes régionales ou des regroupements régionaux comme l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et MERCOSUR (Marché commun du sud de l'Amérique) pourraient servir d'intermédiaires et faciliter la conclusion d'accords plus complets.

Je crois que les pays en développement s'intéressent à ce genre de groupes régionaux plus qu'à des enceintes comme l'OMC parce qu'ils peuvent négocier avec leurs pairs selon des règles du jeu plus équitables.

Pouvez-vous nous dire quelques mots de l'ANASE et de MERCOSUR ?

L'ANASE a un long passé de coopération régionale. Elle sert de lieu de débat des enjeux régionaux, notamment des questions de sécurité, depuis presque 30 ans. MERCOSUR, beaucoup plus récent, a été créé principalement pour favoriser l'interaction économique régionale par le truchement du commerce. MERCOSUR est une union douanière qui vise à devenir un marché commun. Quant à l'ANASE, même si elle a fait des progrès remarquables vers la libéralisation du commerce intrarégional, en particulier ces dernières années, elle ne semble pas tellement intéressée à se transformer en marché commun.

Existe-t-il des ressemblances entre les deux groupes ? Où s'en vont-ils ?

L'ANASE et MERCOSUR ont en commun deux caractéristiques importantes qui influent sur la manière dont chacun d'eux aborde les questions environnementales. Premièrement, les deux n'ont que très récemment commencé à consacrer du temps et beaucoup de leur attention aux enjeux environnementaux. Aucun des deux ne s'est pressé pour harmoniser les normes, de quelque façon que ce soit. Mais, au cours des dernières années, ils se sont prononcés plus ouvertement sur la nécessité de protéger les richesses de l'environnement dans leur région. Deuxièmement, les deux groupes ont des antécédents qui ont laissé des séquelles qu'ils devront surmonter pour être mieux en mesure de s'attaquer aux problèmes environnementaux.

Dans chacune des régions, et à l'échelle du pays sinon du regroupement, le bilan des dernières années indique que l'on se préoccupe de plus en plus des questions environnementales, en particulier en ce qui a trait à la gestion des ressources naturelles. Qui plus est, il y a de fortes chances que le rôle des régions s'étende, tant en Amérique du Sud qu'en Asie du Sud-Est. Bien que de toute évidence l'extension de ce rôle n'aille pas sans quelques écueils, ils ne sont pas insurmontables. Il faudra toutefois que les chefs des États membres voient sous un jour nouveau le processus et les priorités du développement économique, de l'intégration régionale et de l'environnement.

À propos de Diana Tussie

Diana Tussie est présentement agrégée supérieure de recherche au département des relations internationales de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), en Argentine, et au Conseil national de recherches techniques et scientifiques (CONICET) à Buenos Aires, en Argentine. Elle détient un doctorat en relations internationales et en économie politique de la Faculté des sciences économiques et politiques de la London School of Economics and Political Science.

Le livre

The Environment and International Trade Negotiations sous la direction de Diana Tussie.